

Les entreprises aussi doivent marcher pour le climat

8 oct 2021 – Serge Quoidbach

Les entreprises ont une responsabilité écrasante dans la lutte contre le réchauffement climatique. À côté de leurs annonces isolées, c'est un mouvement de fond qu'elles doivent enclencher. À quand des membres de la FEB marchant auprès des jeunes dans la marche pour le climat?

Ce dimanche, c'est le retour en fanfare de la marche pour le climat. Des citoyen(ne)s, des jeunes, des moins jeunes, des ONG, des syndicats... mais point de patrons à l'horizon. En tout cas pas dans leurs habits de capitaine d'industrie. Cette semaine, dans nos pages, la rectrice de l'ULB, Annemie Schaus, estimait "injuste, voire criminel, de faire porter toute la responsabilité de cette transition sur les individus (...) lorsque les industries et les transports, pour ne citer que ces secteurs, continueront bon an mal an à polluer impunément". Vu leur impact, vu leur taille, vu leurs capacités d'action, les entreprises peuvent et doivent, ensemble, mettre le turbo vert en action.

Certes, on peut voir l'une ou l'autre industrie se gargariser, ici, d'un captage de CO₂, là, d'une neutralisation de ses émissions carbone grâce à quelques arbres plantés dans la brousse. Certes aussi, d'autres découvrent dans leur coin la toute dernière "cutting-edge technology" qui garantira, à terme, une production plus respectueuse de l'environnement. Mais soyons sérieux: cette politique des petits pas ne suffira pas. Ce sont des pans sectoriels entiers qui doivent basculer dans le nouveau monde. "Après leur incantation lancée la bouche en cœur pour un changement vert, les entreprises n'ont plus de choix: place aux actes, place à un changement total de paradigme, parce que le monde, lui, ne peut plus attendre."

Le meilleur exemple nous vient de l'automobile. Poussés par la concurrence chinoise, les constructeurs ont annoncé l'un après l'autre la disqualification généralisée des moteurs à combustibles fossiles. Avec une échéance plus ou moins commune: 2030. Disons demain. Et c'est toute la société qui devra s'adapter, mettant les politiques devant l'obligation d'organiser ce grand chambardement. Mais pour ces quelques constructeurs automobiles, combien de groupes pétroliers, combien d'industries agricoles, combien de métallurgistes, combien de cimentiers?

Ces récalcitrants auraient tort de continuer leur politique de procrastination. Toute entreprise qui n'y participera pas perdra des parts de marché et devra, in fine, s'adapter au pas de charge. Le bénéfice revient souvent au premier qui bouge. Avec, à la clé, ni plus ni moins qu'un ticket de survie.

Car le mouvement est lancé. Comme dernier signal, ce vendredi, le gouvernement fédéral a annoncé dans sa note préparatoire pour la COP26 à Glasgow, son intention de sortir de la subvention des énergies fossiles (12 à 15 milliards d'euros par an). Une mesure qui ne manquera pas de mettre une pression financière insoutenable sur tous les acteurs qui en dépendent.

Après leur incantation lancée la bouche en cœur pour un changement vert, les entreprises n'ont plus de choix: place aux actes, place à un changement total de paradigme, parce que le monde, lui, ne peut plus attendre. C'est le message de la marche pour le climat. Et les patrons feraient mieux d'y participer, que de la regarder défiler du haut de leur bureau de fonction.